



n°8, octobre 2008

Jean-François Bayart

Chercheur au CNRS (SciencesPo-CERI)

### **L'Ours nouveau est arrivé !**

La crise géorgienne a été la cerise sur le gâteau des deux mandats de George Bush. Non content de s'être enlûé en Irak et en Afghanistan et de porter maintenant la guerre au Pakistan, ou encore d'avoir géré de façon incohérente les dossiers nucléaires nord-coréen, iranien et indien, il a lâché en rase campagne son ami Micha après avoir flatté son atlantisme irresponsable. Chacun voyait pourtant que Moscou soutenait les sécessions ossète et abkhaze et délivrait dans ces deux provinces géorgiennes force passeports russes, selon une méthode déjà en usage sous les Romanov. Il faut reconnaître à Nicolas Sarkozy la promptitude de sa réaction, en août, et la position commune que l'Union européenne est parvenue à prendre sous sa présidence, en dépit de la divergence des intérêts énergétiques entre ses membres. Mais que d'amateurisme dans l'exécution de la manœuvre ! Premiers accords non signés par les parties, traductions en russe non vérifiées, et surtout ce droit de « protection » des russophones reconnu au Kremlin, dans la meilleure tradition de l'impérialisme du XIX<sup>e</sup> siècle, de la doctrine Brejnev et de l'industrie du crime qui a prospéré sur les ruines de l'URSS. Quand on sait que la crise géorgienne n'est que le zakouski de la « normalisation » de l'Ukraine et que 17,3% de ses habitants sont Russes, l'on frémit d'une concession accordée dans l'agitation, parce qu'il fallait rentrer le soir à l'Elysée avec un accord en poche.

Vladimir Poutine a gagné le premier round : personne ne veut mourir pour Tbilissi, ni sans doute pour Kiev. Mais le coût n'est pas négligeable pour la Russie elle-même. L'illusion de sa « transition » à l'économie de marché et à la démocratie s'est dissipée aux yeux même de ceux que n'avaient pas encore édifiés les mésaventures de Yukos ou de British Petroleum.

Or, l'Ours a besoin des investissements et du savoir-faire des Occidentaux. D'autant que nul ne sait comment les oligarques russes de Londres, liés au Kremlin à l'exception de Boris Berezovski, traverseront la crise financière. En dépit de l'ampleur de ses échanges avec la Russie, la Turquie a déjà décidé de ne plus soutenir la candidature de cette dernière à l'OMC, pour répondre aux rétorsions commerciales que lui a values son « mauvais comportement » durant la guerre d'août. En outre, Moscou se retrouve très isolé sur la scène diplomatique, y compris au sein de l'Organisation de coopération économique de Shanghai. La Chine, notamment, ne peut entériner des séparatismes au risque de distribuer des bâtons pour se faire battre au Sinkiang, au Tibet ou à Taiwan. Reste à savoir si l'Union européenne est prête à desserrer l'étau de sa dépendance énergétique par rapport au Kremlin en autorisant ses compagnies pétrolières à investir de nouveau en Iran et en faisant avancer le dossier de l'adhésion de la Turquie. Nicolas Sarkozy, encore un effort !